

Conférence de presse
Non à la caisse unique
Jeudi 25 janvier 2007

Seul l'exposé prononcé fait foi

Non à des hausses d'impôts, non à une médecine unique façonnée par la gauche

Gerold Bühler, conseiller national, président d'economiesuisse

Mesdames, Messieurs,

Le 11 mars, le peuple suisse décidera s'il accepte ou non la caisse maladie unique. A l'approche de ce vote, se pose la question de savoir s'il ne faudrait pas tirer les leçons du passé en matière de politique de la santé.

La gauche n'y pense pas, visiblement. Il y a tout juste quatre ans, le peuple et tous les cantons ont massivement rejeté l'initiative-santé de la gauche, avec 73 % de non. Aujourd'hui, nous sommes appelés à voter sur la caisse unique : il s'agit d'une initiative ayant une orientation très similaire et des conséquences tout aussi négatives pour notre pays. **L'initiative supprime des incitations aux économies, entrave la concurrence, accentue la hausse des coûts de la santé et entraîne des hausses continues d'impôt.** Et ce, aux dépens de la classe moyenne, de la place économique, des emplois et, enfin, de prestations de soins accessibles à toute la population.

Du point de vue de l'économie, la réponse à la question soumise au vote est claire : il faut une nouvelle fois rejeter rigoureusement la mise en place d'une médecine unique, accompagnée de nouveaux impôts, d'une diminution de la concurrence et, par conséquent, d'un démantèlement des prestations médicales. Un refus non équivoque de la caisse unique s'impose d'autant plus que les syndicats eux-mêmes hésitent à soutenir l'initiative et rejoignent donc le camp de ceux qui critiquent le PS. En outre, la gauche propose maintenant de nouveaux modèles visant à tempérer cette initiative insensée. Lors du lancement de l'initiative, ses auteurs ont parlé de supprimer la prime individuelle (conférence de presse du PS du 2 mai 2006). Or début janvier, le PS proposait un modèle conservant la prime individuelle qui se contente d'étendre le système des réductions de primes. Therese Frösch, la présidente du comité d'initiative affiliée aux Verts, a pourtant fait des déclarations allant dans le sens contraire (DRS1, Rendez-vous, 10.01.2007). Cette confusion souligne à quel point le projet de caisse unique et le financement des primes par les impôts est en décalage complet avec le paysage politique et met en avant les conséquences fâcheuses de sa mise en œuvre. L'objectif de la présente conférence de presse de l'économie est de souligner encore une fois cela.

L'initiative « pour une caisse maladie unique et sociale » comprend essentiellement deux volets :

- Le regroupement de toutes les caisses maladie en une caisse unique pour l'assurance de base.
- Le remplacement du système actuel de primes individuelles et de réductions de primes par un financement de l'assurance de base via les impôts (en fonction de la capacité économique).

Combinaison d'un nouvel impôt santé avec le regroupement de toutes les caisses maladie en une caisse unique serait catastrophique :

1 Les incitations aux économies sont éliminées d'un coup

Une acceptation de l'initiative de la gauche éliminerait d'un coup la concurrence entre les assureurs. Pourtant, nous le savons : sans concurrence, il n'y a pas d'obligation de faire des économies, de contrôler les coûts et de créer de nouveaux modèles d'assurance. Ce projet comporte des inconvénients pour les caisses, mais aussi pour les assurés. La suppression de la prime individuelle éliminerait également toute incitation à réduire les coûts pour les assurés. Les franchises à option, privilégiées par plus de 40 % des assurés aujourd'hui, et les modèles de managed care ne seraient subitement plus praticables ou perdraient tout intérêt. En effet, les personnes soucieuses de minimiser les coûts ne seraient plus récompensées par des réductions de primes. Dans ce cas, pourquoi un individu s'efforcerait-il de minimiser les coûts du système de santé puisqu'ils sont payés par les impôts ?

La conséquence de la création d'une caisse unique est claire : **elle éliminerait les incitations aux économies inhérentes à la prime et diminuerait la conscience des coûts des assurés.** La suppression de la concurrence entre les caisses, accentuerait un peu plus l'explosion des coûts dans le système de santé. Cela vaut également au niveau cantonal. Le système actuel autorise une différenciation cantonale des coûts de la santé. La création d'une caisse unique pour toute la Suisse aboutirait à une prime unique ou à des impôts santé identiques à l'échelle nationale. **Les cantons qui maîtrisent leurs coûts de la santé seraient pénalisés.** Les incitations à contenir les coûts de la santé disparaîtraient. Les auteurs de l'initiative peuvent continuer de prétendre le contraire, **de nouvelles injustices et une hausse des coûts seraient programmées d'avance.** C'est ce que montrent les expériences faites dans d'autres pays où des caisses uniques ont entraîné l'émergence d'une médecine à deux vitesses, injuste.

2 La spirale fiscale poursuit son ascension

Venons-en au deuxième élément de l'initiative, le projet prévoit de modifier le mode de financement de l'assurance de base. Il est question de remplacer la prime individuelle et les réductions de primes par un financement en fonction de la capacité économique. Les explications relatives à cet aspect du projet restent vagues. Une chose est sûre, les primes deviendraient des impôts, même si certains ont récemment prétendu le contraire. **Les conséquences d'un changement de système seraient fâcheuses. En 2005, l'assurance de base a coûté quelque 20 milliards de francs. Si le projet est accepté, ce montant devrait être intégralement financé via les impôts. Pour l'économie dans son ensemble, cela impliquerait un gonflement de la quote-part fiscale de 30 %, aujourd'hui, à quelque 35 %.** Cette dernière a déjà connu une croissance supérieure à celle des autres pays dans les années 1990 – en raison de l'augmentation des dépenses de santé et des dépenses en faveur des assurances sociales. De ce fait, les groupes de tâches importants pour la croissance économique, comme la formation ou les transports, devraient se contenter d'une part inférieure du budget. Il ne faut pas non plus oublier que, en raison des défauts de conception de la caisse unique, les coûts de la santé, poursuivraient inlassablement leur ascension.

Quant aux variantes possibles pour la mise en œuvre concrète de l'initiative, l'une est pire que l'autre.

Conférence de presse Non à la caisse unique

Si on préconisait un relèvement de la TVA, il faudrait pratiquement la porter à 15 % – une charge supplémentaire massive pour les consommateurs et l'économie. Si l'impôt santé prenait la forme d'un impôt fédéral direct, il faudrait multiplier l'IFD par un coefficient supérieur à deux. Les assureurs ont conçu leur propre modèle. Ils arrivent à la conclusion qu'un impôt santé devrait représenter 15 % du revenu imposable. Même les revenus moyens verraient leur contribution s'alourdir sensiblement.

Exemple :

- une famille avec un enfant
- domiciliée dans le canton de Zoug
- avec un revenu annuel brut de 80 000 francs
- et aucune fortune

Prime nette actuelle avec franchises à option père 1500.- mère 1000.- enfant 0.-	3365.-
Prime nette avec la caisse unique	5460.-
Différence	2095.-

Une chose est sûre : au final, les coûts de l'assurance de base devront, d'une manière ou d'une autre, être financés par les impôts. Compte tenu de la hauteur des coûts, tous les contribuables devraient passer à la caisse. La gauche joue avec l'idée d'un modèle qui accentuerait radicalement la progression et introduirait un impôt sur la fortune au niveau fédéral. Ce dernier aurait pour conséquence de faire partir les bons contribuables et aurait des répercussions massives sur le budget des collectivités publiques.

3 La caisse unique est tout sauf sociale

L'initiative parle d'instaurer une caisse unique « sociale ». La caisse unique ne tient pas cette promesse. **La caisse unique et les nouveaux impôts santé sont un cas classique d'autogoal.** A l'heure actuelle, la Suisse possède de nombreux avantages concurrentiels grâce à une fiscalité attrayante. Nous ne devons pas céder ces avantages à la légère. En effet, l'augmentation des impôts inciterait les bons contribuables à quitter la Suisse et affaiblirait notre prospérité. Or s'ils partent, le reste de la population devra compenser la diminution des recettes fiscales, d'où il résulterait une augmentation des impôts pour la classe moyenne. En revanche, si la Suisse reste attrayante sur le plan fiscal, elle continuera d'attirer les bons contribuables et pourra contenir la charge fiscale de la population. C'est ainsi que nous renforcerons la consommation et les investissements et que nous créerons la croissance. Cela se traduirait par la création d'emplois et une augmentation des salaires. **Au final, la caisse unique « sociale » est tout sauf sociale.** Elle entraînerait une forte augmentation des impôts sans résoudre les problèmes que connaît le système de santé. Les nouveaux impôts nuiraient à la place économique et menaceraient des emplois.

Conclusion

L'économie rejette fermement la caisse unique et les nouveaux impôts. Cette initiative non seulement n'est pas viable, mais elle éliminerait également les incitations aux économies dans le système de santé. De plus, elle entraînerait une hausse constante des impôts. Ses conséquences sont tout sauf sociales.